



HAL
open science

La transition écologique au risque de la cohésion sociale en France

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. La transition écologique au risque de la cohésion sociale en France. Sciences Po - Cevipof. 2023, pp.1-11. hal-04086961

HAL Id: hal-04086961

<https://sciencespo.hal.science/hal-04086961>

Submitted on 2 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE AU RISQUE DE LA COHÉSION SOCIALE EN FRANCE

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

Alors que le sixième rapport du GIEC¹ vient en mars 2023, une fois de plus, rappeler l'urgence de réduire la progression du réchauffement climatique et l'augmentation des risques que celui-ci fait peser sur la vie économique et sociale, les résultats de la vague 14 du Baromètre permettent de répondre à deux séries de questions concernant la dimension politique de la transition écologique.

La première est de mesurer l'état d'inquiétude réel de l'opinion en France en le comparant à celui que l'on trouve en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni. Mais elle est aussi d'évaluer le degré de crédibilité accordé aux mesures prises par les gouvernements nationaux afin de lutter contre le dérèglement climatique. Et c'est en France que l'éco-scepticisme est le plus fort.

La seconde concerne l'acceptation d'un certain nombre de limites aux libertés publiques et privées justifiées par la protection de l'environnement. En quoi ces limites sont-elles associées à des situations socio-économiques, à la confiance portée aux institutions politiques mais aussi aux représentations que l'on a de l'homme et de la nature ? Jusqu'où accepte-t-on les contraintes de la lutte contre le réchauffement climatique ? C'est encore en France que des mesures normatives pesant sur les modes de vie sont les moins acceptées. La clé de l'explication vient de la faible cohésion sociale et de la défiance portée aux acteurs sociaux.

La vague 14 du Baromètre de la confiance politique s'appuie sur un échantillon représentatif de 3 072 enquêtés en France, 1 675 en Allemagne, 1 685 en Italie et 1 659 au Royaume-Uni. L'enquête de terrain a été menée du 27 janvier au 17 février 2023 pour l'ensemble des quatre pays.

1.

<https://www.ecologie.gouv.fr/publication-du-6e-rapport-synthese-du-giec>

Une inquiétude relative

À première vue, le niveau d'inquiétude des enquêtés français face aux changements climatiques est du même ordre que dans les trois autres pays étudiés puisque 78% d'entre eux s'estiment très ou assez inquiets contre 74% des enquêtés allemands, 81% des enquêtés britanniques et 82% des enquêtés

italiens. Cette apparente convergence est cependant trompeuse car la modalité « très inquiet » est assez contrastée et cette réponse est la plus basse en France : 27% contre 31% en Allemagne, 37% au Royaume-Uni et 41% en Italie. Cette faible proportion se retrouve quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle mais on remarque que c'est en France que les catégories populaires sont plus souvent très inquiètes que les catégories supérieures alors que c'est l'inverse au Royaume-Uni et que les résultats obtenus en Allemagne et en Italie sont à peu près de même niveau dans toutes les catégories socioprofessionnelles.

Mais c'est également en France que l'écart est le plus grand entre les plus jeunes et les plus âgés. La proportion d'enquêtés se disant très inquiets passe en effet de 40% chez les 18-24 ans à 20% chez les 65 ans et plus et de manière très linéaire alors que cet écart, s'il existe encore, n'est plus que de dix points au Royaume-Uni (44% à 34%), et disparaît presque complètement en Allemagne (32% dans les deux cas) et en Italie (on passe de 45% à 43%).

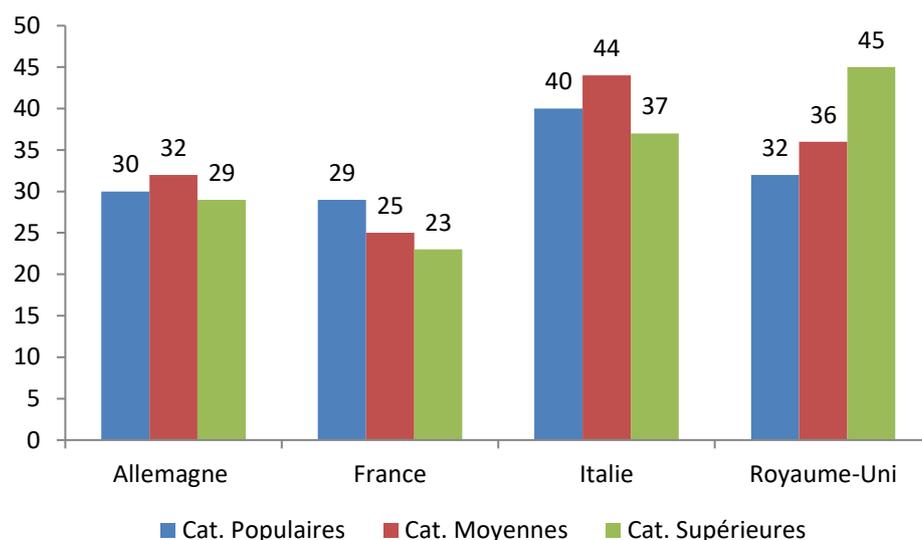
Le niveau de diplôme, quant à lui, qui devrait entraîner des réactions assez contrastées, n'a pas beaucoup d'effet en France sur la proportion d'enquêtés très inquiets qui reste à 27% que l'on ait un CAP ou que l'on soit passé par une grande école ou un doctorat. Le seul effet s'observe sur la proportion de ceux qui, à l'inverse, ne s'estiment pas inquiet et qui passe de 23% à 17%, ce qui constitue un écart très mince. En revanche l'écart entre les moins diplômés et les plus diplômés (en prenant les équivalents nationaux des diplômes français) est de dix points en Allemagne (on passe de 29% à 39% de très inquiets) et au Royaume-Uni (on passe de 32% à 42%) alors qu'il n'y en a pas en Italie (40% dans les deux cas).

Ces premiers résultats montrent qu'il existe des tropismes nationaux, qui ne sont pas d'ordre géographique, mais que la sensibilité au changement climatique reste marquée soit par des différences générationnelles soit par des différences dans l'appréhension sociale de cette question. S'il apparaît assez logique que les catégories modestes se sentent plus inquiètes que les catégories supérieures dans trois pays sur quatre, le cas britannique laisse supposer d'autres pistes de réflexion comme le degré d'internationalisation plus ou moins important des catégories supérieures et leur perception de la mondialisation. Cette hypothèse semble confirmée par le fait que les catégories supérieures britanniques s'avèrent sensiblement moins souverainistes que leurs homologues des trois autres pays².

2.

Sur la base d'un indice de souverainisme dichotomisé (voir note 5), les enquêtés britanniques de catégorie supérieure sont fortement souverainistes à 32% contre 50% des catégories supérieures en Allemagne, 46% en France et 45% en Italie

Graphique 1 : La proportion d'enquêtés se disant « très inquiets » du changement climatique par pays et catégorie sociale (%)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

L'éco-scepticisme des Français

À cela s'ajoute le fait que les enquêtés français sont bien plus sceptiques sur la portée des mesures prises au niveau national pour préserver le climat que les enquêtés allemands, britanniques ou italiens. On a en effet posé la question de savoir si les enquêtés pensaient « Que les efforts faits en France pour la transition écologique auront un impact réel sur le climat même si le problème est mondial » ou bien « Que les efforts faits en France pour la transition écologique n'auront pas beaucoup d'impact sur le climat car le problème est mondial ». C'est à 68% que les enquêtés français optent pour la seconde réponse contre 60% de leurs homologues allemands, 53% des enquêtés britanniques et 50% des enquêtés italiens. Très majoritairement, l'idée est donc ancrée en France que les mesures, et donc les contraintes gouvernementales pour protéger l'environnement ou limiter la dégradation du climat, n'auront guère d'effet concret. Ce scepticisme s'accroît partout avec l'âge mais les écarts sont surtout importants en France (on passe de 41% en défense des efforts nationaux entre 18 et 24 ans à 25% à partir de 65 ans) et au Royaume-Uni (on passe dans les mêmes tranches d'âge de 55% à 37%). Le niveau de diplôme, quant à lui, n'a pas d'effet statistique sauf en Allemagne où plus le niveau scolaire augmente et plus les efforts nationaux pour protéger l'environnement paraissent crédibles (on passe de 37% pour l'équivalent du niveau CAP à 55% pour le niveau doctorat).

Quelles sont les dimensions sociopolitiques qui jouent sur ce scepticisme ? On pourrait penser *a priori* qu'une situation de bien-être économique conduit à estimer que les efforts entrepris au niveau national seront utiles pour lutter contre le dérèglement climatique car leur coût se relativise. Faire isoler sa maison ou payer une taxe carbone devient plus supportable avec des revenus

3.

Calculé sur la base de trois variables : le fait de risquer peu ou prou d'être au chômage, d'affirmer ne pas pouvoir s'en sortir avec les revenus du ménage et d'appartenir à un foyer qui se situe dans le premier quartile des revenus, calculés selon les normes de l'INSEE

4.

L'indice s'appuie sur les réponses à trois questions portant sur la nécessité ou pas de prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'assurer la justice sociale, de réduire ou non le nombre de fonctionnaires et la volonté ou non d'ouvrir davantage le pays en matière économique

5.

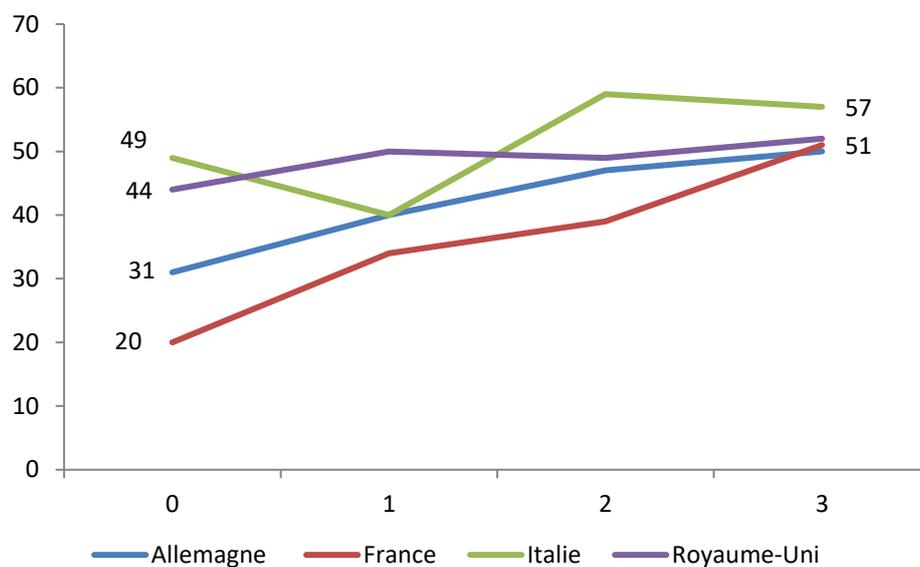
Construit à partir de trois variables portant sur l'ouverture ou la fermeture du pays au monde, le nombre jugé trop important d'immigrés et la position à l'égard du rétablissement de la peine de mort

importants. Cependant, le niveau de précarité économique³ n'a pas d'influence statistique. Le niveau de libéralisme économique, quant à lui, a un faible effet en Allemagne, en France et en Italie même si les enquêtés les plus libéraux sont moins enclins à croire en l'utilité des mesures nationales. C'est au Royaume-Uni que ce niveau a le plus d'effet statistique puisque la proportion d'enquêtés pensant que ces mesures sont utiles passe de 53% pour les moins libéraux à 20% pour les plus libéraux⁴.

La défense des mesures nationales prises pour la transition écologique s'insère en revanche à la fois dans la confiance que les enquêtés porte aux institutions politiques (le gouvernement, la chambre basse et la chambre haute), à l'ensemble des acteurs sociaux (partis politiques, syndicats, associations, médias, organisations religieuses) et dans la défense d'une solidarité internationale, que l'on peut mesurer au degré de libéralisme culturel. Ce dernier joue sensiblement sur le degré de valorisation des initiatives nationales en matière de protection de l'environnement. Celles-ci sont considérées comme utiles par 23% des enquêtés français se situant au degré 0 d'un indice de libéralisme culturel⁵ contre 42% de ceux qui se situent au maximum de cet indice. Il en va de même en Allemagne et au Royaume-Uni avec également des écarts de vingt points alors que celui se réduit à treize points en Italie.

En revanche, les effets de la confiance dans les institutions politiques sont bien plus importants en France que dans les trois autres pays étudiés puisque la proportion de ceux qui pensent que les mesures nationales sont utiles passe de 20% au niveau 0 de l'indice de confiance à 51% au niveau 3. Il en va de même en ce qui concerne l'indice de confiance dans les acteurs sociaux. C'est bien en France que l'écart dans les résultats dépend le plus du niveau de confiance placée dans les institutions sociopolitiques au sens large. Une analyse de régression révèle que les deux variables ayant le plus d'effet relatif sur les réponses données par les enquêtés français sont constituées d'abord par la confiance dans les institutions politiques puis par la tranche d'âge bien avant toutes les autres dimensions que l'on a examinées, y compris le degré de confiance interpersonnelle.

Graphique 2 : L'utilité des mesures nationales pour la transition écologique sur le climat selon le niveau de confiance dans les autorités politiques (%)

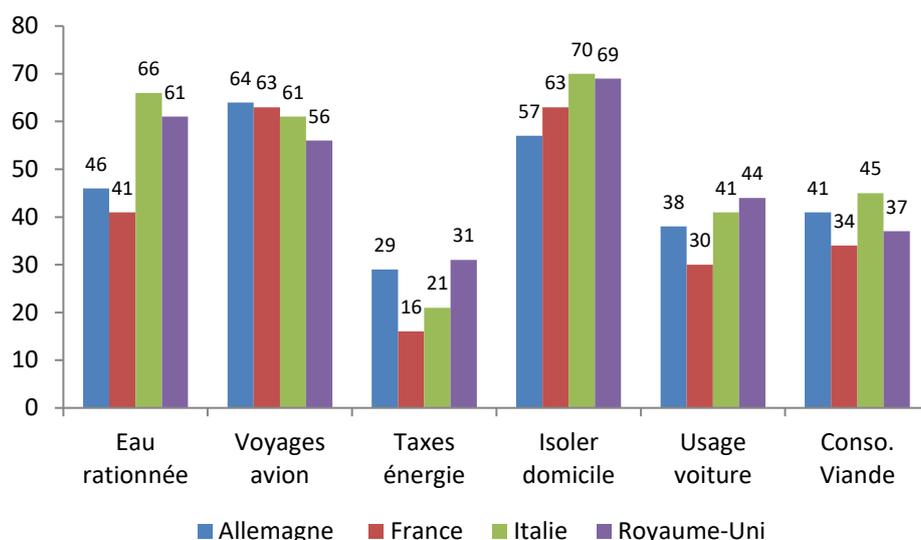


Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Des contraintes mal acceptées

L'enquête montre également que les contraintes imposées par les gouvernements au nom de la transition écologique sont peu acceptées dès lors qu'elles touchent le mode de vie quotidien. Si la sobriété énergétique a gagné quelque crédit en France avec la baisse de la consommation d'électricité enregistrée en 2022, mais qui n'est pas sans rapport avec le projet de faire des économies dans une période de faible pouvoir d'achat, l'idée de voir sa consommation ou sa liberté de mouvement limitées de manière autoritaire par un gouvernement est bien plus difficile à accepter. C'est en France que l'on tolère le moins l'idée que le gouvernement puisse rationner la consommation d'eau, de viande, l'usage de sa voiture ou bien qu'il puisse faire payer des taxes supplémentaires sur l'énergie que ce soit sur les carburants ou le gaz. En revanche, l'idée de devoir isoler davantage son habitation ou de réduire le nombre de voyages annuels en avion est acceptée plus largement et à peu près dans les mêmes proportions que dans les trois autres pays. Encore faut-il souligner que les proportions présentées dans le graphique 3 cumulent les réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord » car les premières sont souvent très basses. C'est ainsi que la proportion des enquêtés tout à fait d'accord avec l'idée de mesures gouvernementales venant rationner l'eau à domicile est de 8% en France alors qu'elle est de 9% s'il s'agit de restreindre l'usage des voitures ou de 10% si elles conduisent à limiter la consommation de viande.

Graphique 3 : L'acceptation de mesures gouvernementales concernant la transition écologique (%)



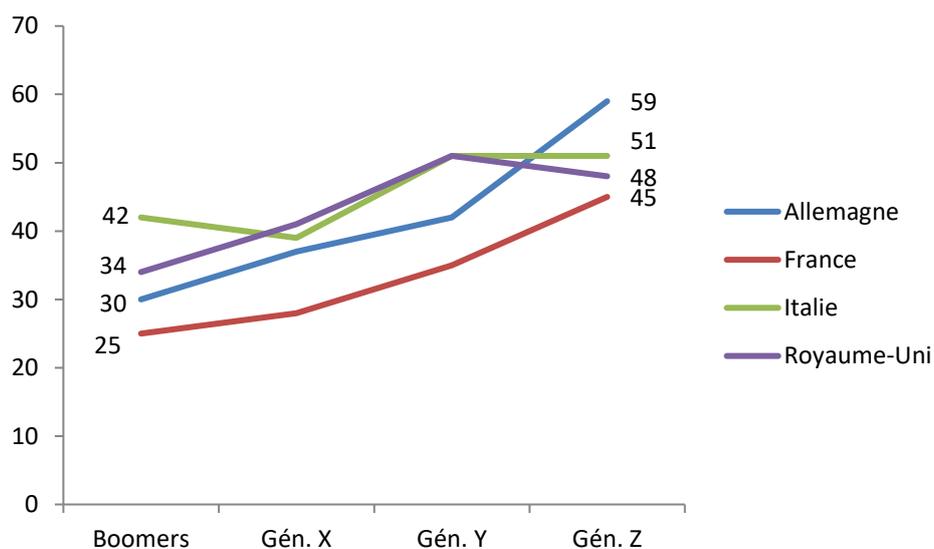
Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Pour mieux cerner l'acceptation ou le rejet de ces contraintes, réelles ou potentielles, on a créé un indice s'appuyant sur les réponses données aux questions portant sur l'eau, l'usage de la voiture, les taxes sur l'énergie, la consommation de viande auxquelles on a ajouté la question portant sur l'usage de l'avion comme associé à un imaginaire de liberté et de mondialisation. L'indice va donc de 0 à 5 et il a été dichotomisé en deux niveaux, un niveau bas (de zéro à deux réponses positives) et un niveau élevé (de trois à cinq réponses positives). Les enquêtés français sont les moins nombreux à se positionner sur la partie haute de l'indice : 30% contre 39% en Allemagne, 42% au Royaume-Uni et 45% en Italie.

Le niveau de diplôme ne joue pas sur l'acceptation de ces contraintes. La position sociale objective mesurée par la catégorie socioprofessionnelle de l'enquêté ne change rien en France (on reste à 30% des catégories populaires aux catégories supérieures) mais introduit des différences d'une dizaine de points dans les autres pays entre les catégories les plus modestes et les catégories supérieures : on passe de 36% à 48% en Allemagne, de 44% à 50% en Italie, de 42% à 51% au Royaume-Uni. En revanche, l'appartenance générationnelle crée des clivages plus importants⁶. C'est en Allemagne et en France que la différence entre les plus âgés (boomers) et les plus jeunes (génération Z) s'affirme le plus même si les niveaux moyens sont différents.

6. Pour la définition des générations, voir l'annexe

Graphique 4 : L'acceptation des contraintes nées de la transition écologique par génération (% de la partie haute de l'indice)



Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 14.

Le rôle de la socialisation politique

Néanmoins, une analyse de régression montre que la variable décisive en France pour accepter ces contraintes est le niveau de confiance portée aux acteurs sociaux (associations, partis, syndicats) suivie par la confiance dans les institutions politiques et avant la tranche d'âge. Toutes les autres variables, comme la confiance interpersonnelle, le niveau de libéralisme économique ou culturel ou celles mesurant le statut social comme le niveau de précarité ou de diplôme, ne jouent pas. En Allemagne, la confiance dans les acteurs sociaux arrive également en tête suivie par la tranche d'âge. En Italie, c'est également la confiance dans les acteurs sociaux qui joue un rôle décisif et c'est même la seule variable qui s'avère fiable sur le plan statistique. Au Royaume-Uni, la confiance dans les acteurs sociaux reste bien la variable indépendante la plus importante mais elle est suivie par le niveau de libéralisme économique comme par le degré de souverainisme⁷. Il semble donc bien que ce soit la socialisation politique qui reste la condition essentielle pour accepter certaines contraintes que la transition écologique fait ou peut faire peser sur les modes de vie.

7.

Calculé sur la base d'un indice construit à partir des réponses apportées aux questions : le pays doit-il s'ouvrir ou se fermer davantage en matière migratoire, en matière économique, faut-il donner plus de pouvoir au gouvernement ou à l'Union européenne (question remplacée au Royaume-Uni par : pensez-vous que le RU a eu raison ou tort de quitter l'Union européenne ?)

Ces résultats trouvent confirmation dans l'examen des positions prises par les différents électors. La lecture politique de l'adhésion à des contraintes gouvernementales est relativement limitée. Certes, les électors écologistes sont les plus nombreux en proportion à se positionner en haut de l'indice mesurant l'acceptabilité des mesures que l'on a évoquées devant les enquêtés. Les électeurs de Yannick Jadot au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 les acceptent à 53%, ce qui est tout de même en retrait au regard des 64% obtenus dans l'électorat des Grünen en Allemagne ou dans celui de l'alliance Verdi e Sinistra en Italie comme des 61% enregistrés dans l'électorat du Green party of England and Wales. Mais l'acceptabilité de contraintes environnementales s'intègre dans un contexte national où le degré de cohésion sociale l'emporte sur les divergences politiques. C'est ainsi que l'électorat de Marine Le Pen en France se situe à 19% en haut de l'indice alors que celui d'Anne Hidalgo est à 24% et celui de Fabien Roussel à 20%. On peut comparer

ces proportions avec les 36% obtenus dans l'électorat de Fratelli d'Italia, le parti de Georgia Meloni en Italie, et les 54% de l'électorat du Partito Democratico ou bien encore les 27% obtenus dans l'électorat de l'AfD en Allemagne avec les 40% enregistrés dans l'électorat de la CDU/CSU et les 46% dans celui du SPD.

L'amour de la nature ne suffit pas

Il reste à savoir si le fait d'être un écologiste convaincu et d'aimer la nature n'est pas finalement la seule variable décisive pour admettre des contraintes sur les modes de vie. On a donc créé un indice de naturalisme reposant sur les réponses positives à trois propositions qui sont elles-mêmes corrélées statistiquement : « on est allé trop loin dans l'exploitation de la nature », « on a beaucoup à apprendre du contact avec la nature », « l'homme doit apprendre à vivre en harmonie avec les autres animaux ». Cet indice va de 0 à 3 et si on le dichotomise, on voit que la partie haute de cet indice réunit 94% des enquêtés français, 91% des enquêtés allemands, 93% des enquêtés italiens et 91% des enquêtés britanniques. Cette quasi-unanimité pour défendre la nature montre déjà qu'elle n'entraîne pas les mêmes conséquences sur l'acceptabilité des contraintes d'un pays à l'autre. Par ailleurs, si on regarde en détail les réactions de ceux qui se situent en haut de l'indice de naturalisme, on voit que la proportion de ceux qui acceptent les contraintes gouvernementales est de 31% en France contre 20% de ceux qui se situent en bas de l'indice de naturalisme. En Allemagne, on passe de 41% à 27%, en Italie de 45% à 35% et au Royaume-Uni de 44% à 25%. C'est donc en France et en Italie que l'écart entre les deux attitudes face à la nature entraîne le moins de conséquence statistique mais la situation française se caractérise par un niveau moyen très faible d'acceptation d'éventuelles contraintes gouvernementales dans un cas comme dans l'autre. Lorsqu'on introduit l'indice de naturalisme dans un modèle de régression plus complet, on voit que cela n'entraîne pas beaucoup de conséquence en France⁸, où le premier facteur d'acceptation des contraintes reste la confiance dans les acteurs sociaux suivi à égalité par la confiance dans les institutions politiques et la position sur l'indice de naturalisme. En Allemagne, la tranche d'âge arrive en premier suivie par la confiance dans les acteurs sociaux. En Italie, rien ne change et la confiance dans les acteurs sociaux reste toujours au premier rang. La seule modification réelle intervient au Royaume-Uni où la position sur l'indice de naturalisme devient le premier facteur d'acceptation des contraintes mais suivi encore par la confiance dans les acteurs sociaux. La dimension sociopolitique du rapport à la nature semble donc confirmée dans les quatre pays de l'étude.

8.

Voir l'analyse de régression en annexe

La nécessité d'une médiation entre science et politique

Au total, la France paraît payer les conséquences sur le terrain de la transition écologique de sa faible cohésion sociale et du niveau moyen très bas de confiance dans les institutions comme dans les acteurs sociaux. Résister aux politiques environnementales, c'est alors, pour beaucoup, résister au pouvoir et aux élites. La liberté individuelle est brandie comme refus de l'emprise d'un système politique perçu comme inéquitable, mensonger voire corrompu. Une fois de plus, c'est le manque de socialisation politique qui rend peu acceptables les contraintes, réelles ou potentielles, qu'un gouvernement pourrait faire peser sur les modes de vie, à l'instar de ce qui a déjà été démontré en matière de santé publique et de vaccination lors de la crise de la Covid-19⁹. La science ne se déploie pas sans un support sociopolitique adéquat. Les éventuelles

9.

Virginie Tournay, Bruno Cautrès, « Les déterminants politiques de la rationalité vaccinale : analyse d'une passion française (II) », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 12bis, septembre 2021, 12 p.

mesures normatives prises par les gouvernements ne seront pas acceptées seulement sur la base de considérations politiques ou à partir des représentations que l'on a de l'homme et de la nature. La traduction sociale immédiate des conséquences du réchauffement climatique est une illusion malgré tous les efforts de communication. L'ancrage social des questions environnementales requiert des médiations qui permettent la transformation des connaissances en politiques publiques légitimes. C'est bien dans l'interface sociopolitique que se joue en grande partie l'acceptation de la transition écologique et d'un renouvellement des modes de vie.

Annexes

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.

Les générations

On a repris ici la classification utilisée par les études sociologiques et commerciales qui distinguent :

- Les « boomers » nés entre 1945 et 1964, qui ont connu dans leur jeunesse le plein emploi et une croissance forte de l'économie ;
- La génération X qui réunit ceux qui sont nés entre 1965 et 1979, ayant connu les chocs pétroliers et la montée du chômage ;
- La génération Y, dénommée également celle des *Millenials*, qui regroupe ceux qui sont nés entre 1980 et 1994, marquée par le développement d'Internet mais également par un rapport au travail plus exigeant et une attente de règles éthiques de la part des entreprises ;
- La génération Z de ceux qui sont nés entre 1995 et 2000 (que l'on prolonge jusqu'en 2005 pour englober ici tous les enquêtés), caractérisée par son insertion dans le numérique, sa connectivité et sa créativité supposée telle qu'elle est vue par les études de marketing ;
- On a ajouté la génération de la guerre, réunissant ceux qui sont nés entre 1927 et 1944, et qui ont connu les effets directs ou indirects de la Seconde guerre mondiale.

Analyse de régression

Variabes jouant sur l'acceptation en France de contraintes liées à la transition écologique.

	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Indice libéralisme culturel			4,826	3	,185	
(1)	-,203	,157	1,668	1	,197	,816
(2)	-,141	,140	1,006	1	,316	,869
(3)	,074	,133	,309	1	,578	1,077
Indice précarité économique			16,949	3	,001	
(1)	-,484	,172	7,956	1	,005	,616
(2)	-,382	,155	6,074	1	,014	,683
(3)	-,007	,152	,002	1	,962	,993
Indice libéralisme économique			4,003	3	,261	
(1)	-,066	,349	,036	1	,850	,936
(2)	-,075	,340	,049	1	,825	,928
(3)	,176	,342	,263	1	,608	1,192
Indice confiance interpersonnelle			,158	3	,984	
(1)	-,031	,155	,039	1	,843	,970
(2)	,024	,123	,038	1	,845	1,024
(3)	-,009	,117	,006	1	,937	,991
Indice souverainisme			18,879	3	,000	
(1)	,766	,193	15,754	1	,000	2,151
(2)	,656	,161	16,571	1	,000	1,926
(3)	,503	,145	12,073	1	,001	1,653
Tranche d'âge			22,541	4	,000	
18-24	,694	,187	13,737	1	,000	2,002
25-34	,553	,152	13,171	1	,000	1,738
35-49	,232	,136	2,919	1	,088	1,261
50-64	,103	,129	,638	1	,424	1,109
Diplômes			7,596	5	,180	
BEPC ou moins	,700	,299	5,472	1	,019	2,014
CAP BEP	,540	,261	4,260	1	,039	1,715
Bac	,470	,252	3,479	1	,062	1,599
Bac+2	,552	,251	4,827	1	,028	1,736
Master	,614	,248	6,129	1	,013	1,848
Classement social subjectif			21,811	4	,000	
Populaire	-,877	,237	13,708	1	,000	,416
Moyen-inférieur	-,678	,215	9,896	1	,002	,508
Moyen	-,770	,208	13,689	1	,000	,463

Moyen-supérieur	-,416	,199	4,393	1	,036	,660
Indice confiance institutions politiques			30,687	3	,000	
(1)	-,632	,133	22,734	1	,000	,532
(2)	-,221	,157	1,982	1	,159	,802
(3)	-,030	,161	,036	1	,850	,970
Indice confiance acteurs sociaux			52,138	5	,000	
(1)	-1,494	,233	41,130	1	,000	,225
(2)	-1,488	,221	45,442	1	,000	,226
(3)	-1,238	,218	32,366	1	,000	,290
(4)	-1,290	,224	33,260	1	,000	,275
(5)	-,889	,239	13,849	1	,000	,411
Indice naturalisme			32,448	3	,000	
(1)	-1,069	,363	8,688	1	,003	,343
(2)	-,425	,261	2,640	1	,104	,654
(3)	-,668	,136	23,947	1	,000	,513
Constante	,632	,517	1,496	1	,221	1,882

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « La transition écologique au risque de la cohésion sociale en France », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 14, mars 2023, 11 p.

© CEVIPOF, 2023 Luc Rouban